



Déclaration du G20 de Saint-Pétersbourg

Le sommet du G20 qui s'est tenu les 5 et 6 septembre 2013 à Saint-Pétersbourg a été consacré, outre la situation en Syrie, au renforcement de l'économie mondiale. Dans le préambule de leur déclaration commune publiée à l'issue du sommet, les chefs d'État et de gouvernement du G20 indiquent que « la consolidation de la croissance et la création d'emploi sont leur priorité absolue » et soulignent qu'« une croissance économique saine et durable repose sur des investissements accrus et prévisibles, la confiance et la transparence, ainsi que sur une régulation effective dans le cadre des politiques et pratiques de marché ». Ils notent que « la politique monétaire continuera d'être orientée vers le maintien de la stabilité des prix et le soutien de la reprise économique, conformément aux mandats respectifs des banques centrales » et reconnaissent « qu'une croissance forte et durable s'accompagnera, à terme, d'une transition vers la normalisation des politiques monétaires », tout en notant que « les banques centrales se sont engagées à continuer de calibrer soigneusement et d'expliquer clairement les futurs changements de la politique monétaire ». La suite de la déclaration consacre notamment des développements aux questions de régulation financière : résultats obtenus à ce jour et suite à donner ; vers un système financier au service d'une croissance économique forte, durable et équilibrée ; mettre en place des établissements financiers résilients et mettre fin au problème des établissements « trop grands pour faire faillite » (en anglais : « too-big-to-fail ») ; promouvoir la transparence et le fonctionnement régulier des marchés financiers ; faire face aux risques dus aux activités bancaires parallèles (en anglais : « shadow banking ») ; lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Lien vers la déclaration du G20 (version originale et version française) et vers la communication sur le G20 présentée en Conseil des ministres le 11 septembre 2013 : http://www.tresor.economie.gouv.fr/6828_les-communiqués-du-g20-2013

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 5 septembre a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en août confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique en partant de bas niveaux. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié, le 30 août, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en juillet 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11 %, stable par rapport aux chiffres de juin (10,9%). Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à juillet 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,5 %.

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

Ordonnance n° 2013-760 du 22 août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement. L'ordonnance prévoit la mise en place de comités territoriaux d'orientation adaptés aux particularités des collectivités de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et de Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que du département de Mayotte. Elle habilite, par ailleurs, BPI-Groupe à effectuer des missions de prestation de service pour le compte des collectivités du Pacifique compétentes en matière de développement économique et industriel et qui en feraient la demande. Les modalités d'intervention de BPI-Groupe seront définies au moyen de conventions passées entre les parties.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027886816&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Parution des rapports annuels 2012 de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin



Les rapports annuels de l'IEDOM 2012 (Edition 2013) de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ont été publiés ce vendredi 6 septembre. Ces documents proposent en respectivement 94 et 96 pages une analyse des principales évolutions économiques, bancaires et sociales de ces collectivités durant l'année écoulée. L'IEDOM a présenté ses analyses lors de deux conférences de presse qui se sont tenues le 6 septembre 2013 dans chacune des îles du Nord.

Comme toutes les publications de l'IEDOM, ces rapports sont librement téléchargeables sur le site internet de l'Institut : <http://www.iedom.fr>

Saint-Barthélemy : une activité économique bien orientée

À Saint-Barthélemy, en 2012, l'activité économique réaffirme son dynamisme. Le tourisme, première activité économique de l'île enregistre une consolidation de ses principaux indicateurs comme la progression du nombre de visiteurs qui atteint près de 321 000. En dépit de la diminution du nombre de permis de construire délivrés (-6,4 %), le BTP, autre secteur clé de l'économie, poursuit sa reprise entamée en 2011 notamment grâce à la bonne tenue de l'investissement en travaux publics. En effet, la collectivité, dont la situation budgétaire est confortable, accompagne cette évolution avec le financement de nombreux projets structurants qui a atteint un total de 20 M€ en 2012.

Dans ce contexte économique favorable, l'activité bancaire est dynamique enregistrant une augmentation de l'encours sain de crédits (+10,1 %), porté par les crédits à l'habitat (+9,9 %) et l'optimisme retrouvé des chefs d'entreprises. Bien que moins soutenue qu'en 2011, la croissance des dépôts se poursuit (+3,9 %) notamment les dépôts des ménages (+7,6 %).

Enfin, concernant les premières tendances de la conjoncture pour 2013, l'IEDOM a souligné la poursuite de l'amélioration, à la faveur du dynamisme retrouvé du secteur du tourisme. La collectivité va conserver son rôle moteur en soutenant l'économie de l'île. Les indicateurs bancaires restent dynamiques enregistrant une croissance des encours de crédits et des dépôts de respectivement 3,7 % et 8 % à fin juin, en glissement annuel.

Saint-Martin : une sortie de crise difficile

En 2012, les signes de redressement de l'économie saint-martinoise observés depuis 2010 restent fragiles. Les différents indicateurs ont fait ressortir une activité sans véritable souffle, dans un contexte économique morose où la plupart des secteurs d'activité connaissent une sortie de crise difficile. Si la fréquentation touristique de l'île atteint un nouveau record en 2012 avec 2,4 millions de visiteurs, notamment des croisiéristes, ce dynamisme profite peu à la partie française qui capte seulement 10 % du flux de touristes. Le secteur du BTP, 4^{ème} pourvoyeur d'emplois, se maintient difficilement grâce à la commande publique et la poursuite de grands chantiers.

L'activité bancaire reste contrastée en 2012 et enregistre pour la deuxième année consécutive un recul de l'encours total de crédits (-2,7 %), principalement induite par la faiblesse de la demande de crédits aux entreprises (-8,4 %). Les actifs financiers renouent quant à eux avec une croissance positive (+3,2 %), particulièrement des ménages (+8,2 %), venant souligner la prudence des agents économiques.

Enfin, concernant les premières tendances de la conjoncture pour 2013, l'IEDOM a mis en évidence un manque de dynamisme dans les principaux secteurs d'activité et une conjoncture encore morose. En dépit des efforts soutenus des acteurs de la filière, le tourisme ne paraît pas encore en mesure de capter les retombées positives. Le secteur du BTP reste quant à lui fortement dépendant d'une commande publique encore limitée par la situation fragile de la collectivité. Au premier semestre 2013, l'activité bancaire reste contrastée avec la poursuite de la croissance des dépôts (+9,3 %) et la diminution des encours sains (-1 % en excluant une opération exceptionnelle de la part d'une banque de la place).

Parution des « Tendances Conjoncturelles » et de la note « Infos Financières »

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les Tendances Conjoncturelles et la note Infos Financières du 2^{ème} trimestre 2013. Vous pouvez obtenir ces publications en les téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Quelques chiffres clés de la rentrée 2013

À la rentrée scolaire 2013, les établissements scolaires publics et privés accueillent 105 525 élèves en Guadeloupe. La baisse de 1,1 % enregistrée cette année est inférieure à celle observée l'année dernière (-2,3 %). 54 103 élèves sont scolarisés dans 325 écoles du premier degré (écoles maternelles et élémentaires) et 51 422 dans 87 établissements du second degré (collèges et lycées). De nouveaux chantiers ont été ouverts en 2013 dont la réforme des rythmes scolaires dans le premier degré. Elle concernera tout d'abord quatre communes et une collectivité : Le Moule, Terre-de-Bas (Les Saintes), Pointe-à-Pitre, Goyave et la collectivité de Saint-Martin, soit 40 écoles situées en Guadeloupe et 15 à Saint-Martin.

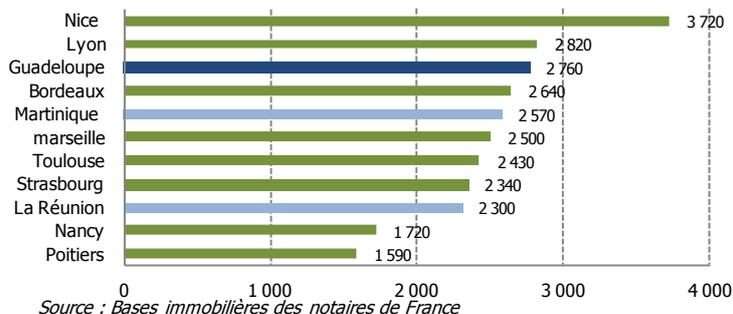
Prix de vente des biens immobiliers

Selon les notaires de France, sur la période allant de juin 2012 à mai 2013, le prix moyen des appartements anciens vendus en Guadeloupe atteignait 2 760 €/m². Ce prix se situe bien au dessus du prix moyen des régions françaises hors Ile-de-France (2 310 €/m²).

Sur la même période, une maison ancienne valait en moyenne 250 000 € dans la région. Ce prix est supérieur de 4,2 % à celui constaté à fin novembre 2011 (240 000 €). Il est de 240 000 € dans la zone de Basse-Terre, et 300 000 € dans le secteur de Pointe-à-Pitre. Ces données sont disponibles sur le site des [Notaires de France](#).

Prix moyen en euro au m² des appartements anciens

(Du 01/06/2012 au 31/05/2013)



Le dispositif Jeunes en Entreprise rencontre un vif succès

Depuis son lancement en 2011, le stage régional Jeunes en Entreprise rencontre un succès croissant. 1 700 étudiants ont bénéficié de ce dispositif en 2011, 1 949 en 2012 et, cette année, ce sont 2 168 jeunes qui ont intégré un stage en juillet et en août. La Région, l'UDE-MEDEF et la CGPME ont signé une nouvelle convention qui reconduit le dispositif en 2014.

Trafikera opérationnel depuis le 12 août

Trafikera est un système dynamique de gestion et d'information routière opérationnel depuis le 12 août sur les routes de Guadeloupe. Ce service gratuit présente un double objectif : fluidifier le trafic en facilitant les déplacements et en évitant les risques de bouchons durs d'une part et sécuriser les axes d'autre part.

Nouvelle présidente de l'UDE-MEDEF

Michèle Montantin a été élue le 25 juillet 2013 nouvelle présidente de l'UDE-MEDEF. Elle succède à Willy Angèle et devient la première femme dirigeante du syndicat patronal de la région Guadeloupe.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Des Présidents de CCI à Saint-Martin

Les présidents des CCI de Guadeloupe, de Guyane et de Saint-Martin se sont réunis à Saint-Martin le 14 août afin d'aborder différentes problématiques que peuvent rencontrer les chambres de commerces territoriales en Outre-mer. Les échanges ont porté sur trois thèmes : les modalités de mise en place du crédit d'impôt en remplacement de la défiscalisation, le projet de gestion du registre des sociétés par les CCI des îles du Nord, et enfin la possibilité de création d'un statut des entreprises ultramarines.

Copa Airlines augmente ses fréquences de vol

À partir de décembre 2013, la compagnie panaméenne Copa Airlines effectuera deux vols supplémentaires entre Panama et Sint-Maarten, portant à quatre le nombre de vols hebdomadaires. Depuis 2012, la compagnie avait dû réduire ses vols en raison de l'absence du soutien commercial de Sint-Maarten. Ces deux vols représentent près de 9 800 sièges supplémentaires et pourraient créer, selon les responsables du tourisme, davantage d'opportunités avec le marché sud-américain et notamment brésilien.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE

				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe	Juillet 2013	129,2	-0,1 %	1,0 %
		France entière		127,1	-0,3 %	1,1 %
Demandeurs d'emploi (Source : Direccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Juillet 2013	61 040	1,6 %	3,6 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Juillet 2013	180,7	-	61,6 %
	Importations (en cumul - millions d'euros)			1 642,3	-	8,6 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Juillet 2013	393	-0,5 %	2,1 %
			Cumul annuel	2 720	-	-6,3 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire		Juillet 2013	20 861	-0,9 %	-0,9 %
	Retraits de cartes bancaires (Flux)			485	-21,5 %	34,7 %

INDICATEURS SECTORIELS

				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Juillet 2013	198 885	48,4 %	0,8 %
			Cumul annuel	1 194 895	-	-0,7 %
Trafic maritime (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Juillet 2013	317 851	30,0 %	-29,9 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)			75 433	24,6 %	-6,8 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Mai 2013	89	-6,3 %	6,0 %
			Cumul annuel	541	-	-0,6 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Août 2013	1 036	-23,5 %	-14,5 %
			Cumul annuel	9 570	-	-7,4 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Août 2013	18 305	-18,5 %	4,6 %
			Cumul annuel	161 762	-	-1,3 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
	0,50%	08/05/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	08/05/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

** hors prime d'Etat*

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Août 2013)			
Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0784%	0,0947%	0,0931%	0,0832%	0,1280%	0,2260%	0,3420%	0,5430%

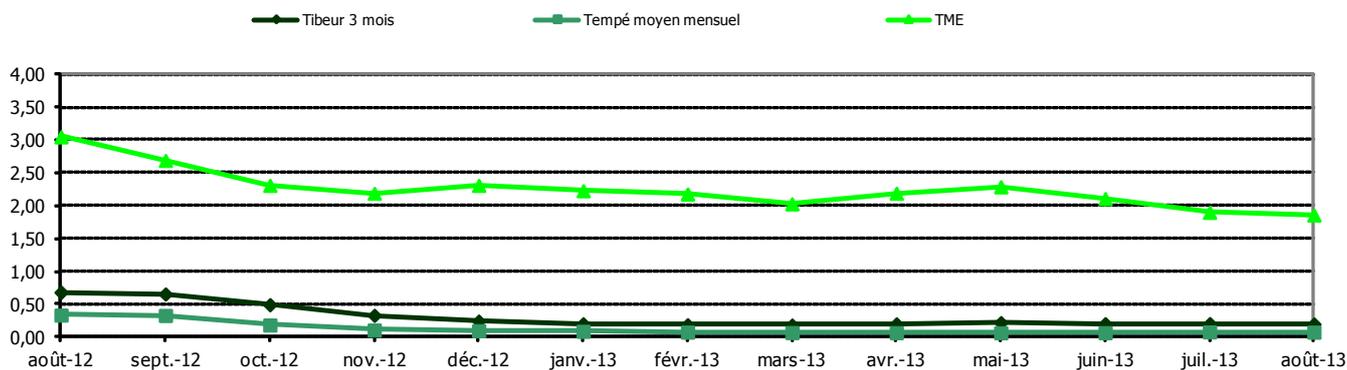
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
1,86%	2,26%	2,31%	2,43%	2,06%	2,46%	2,51%	2,63%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts-relais	5,44%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,09%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros	15,77%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros	11,05%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

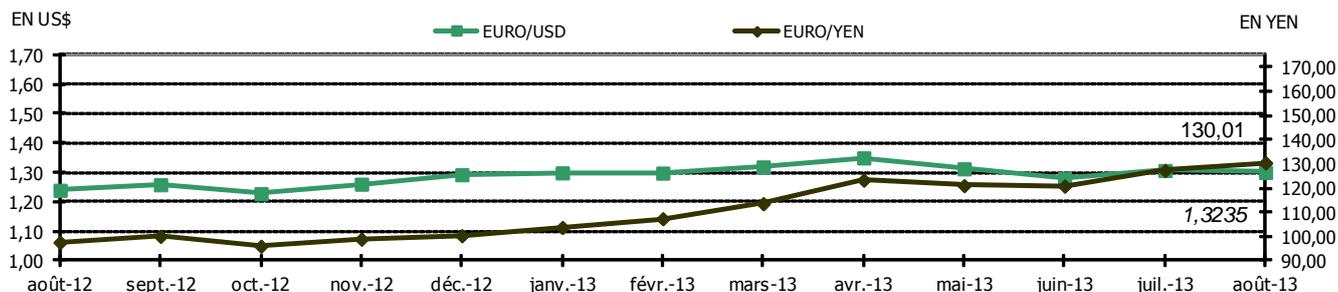
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3235	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,6670	EURO/SRD (Surinam)	4,3631
EURO/JPY (Japon)	130,0100	EURO/BWP (Botswana)	11,49210	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3667
EURO/CAD (Canada)	1,3936	EURO/SCR (Seychelles)	15,81380	EURO/DOP (Rép. Dom.)	56,5225
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85390	EURO/MUR (Maurice)	40,5905	EURO/BBD (La Barbade)	2,6444
EURO/SGD (Singapour)	1,6867	EURO/BRL (Brésil)	3,1122	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,4935
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2627	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,3192	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2914,0511	EURO/XCD (Dominique)	3,5699	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence - Zac de Dothémare - 97139 Les Abymes

Achevé d'imprimer le 13 septembre 2013 - Dépôt légal : septembre 2013 - ISSN 1240 - 3806